
Amérique du Sud : destruction « verte » dans la forêt amazonienne

Depuis des décennies, l'Amérique latine et les Caraïbes souffrent du taux de déforestation tropicale le plus élevé au monde, supérieur à celui de l'Afrique ou de l'Asie. Une grande partie des destructions en Amérique latine sont concentrées dans la région amazonienne. En 2021, parmi les 10 pays ayant connu la plus forte perte de forêts tropicales primaires au monde, le Brésil, la Bolivie, le Pérou et la Colombie se classaient respectivement premier, troisième, cinquième et sixième.

Pour comprendre le processus de déforestation, nous devons comprendre non seulement les causes les plus visibles, comme l'extraction du bois d'œuvre et l'avancée de l'agro-industrie et de l'exploitation minière, mais également les causes sous-jacentes. Celles-ci sont souvent cachées, moins discutées et mal comprises ; elles sont étroitement liées à diverses formes d'oppression dans le contexte du système capitaliste-raciste-patriarcal, ainsi qu'à l'héritage colonial de la région. Par ailleurs, il faut comprendre comment des projets récemment présentés comme des « solutions » à la crise climatique sont eux-mêmes devenus de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation.

La première et la seule analyse complète de ces causes menée par les Nations unies à l'échelle mondiale a été réalisée en 1999, avec une participation importante d'organisations de la société civile des principaux pays forestiers. En relisant les causes identifiées en 1999, ce qui est le plus frappant, c'est que la plupart d'entre elles sont encore tout à fait d'actualité (1) :

- Les grands projets de « développement » ou d'infrastructures tels que les barrages, les routes et les projets d'exploitation minière et d'extraction pétrolière sont perpétrés par des alliances entre les entreprises et les États ;
 - L'agro-industrie, sans doute plus destructrice aujourd'hui qu'elle ne l'était en 1999, continue de progresser dans le cadre d'un processus plus large qui englobe l'exploitation forestière, les incendies de forêt, la spéculation et l'accaparement des terres ;
 - Les comportements d'investissement, l'endettement, les politiques macroéconomiques, les flux mondiaux de marchandises et les relations commerciales continuent de jouer un rôle central dans la déforestation dans le monde entier ;
 - Les lois autorisent l'octroi de terres publiques, par exemple, à de grandes sociétés forestières, minières ou de plantation d'arbres ;
 - De nombreux projets de « conservation de la nature » continuent de se traduire par un harcèlement et une spoliation des populations forestières afin de mettre en place des aires protégées officielles ;
 - Les États, les multinationales et les ONG de conservation (et parfois les trois à la fois) continuent d'employer des méthodes militarisées pour centraliser le contrôle des forêts ;
 - Les droits territoriaux des peuples autochtones et des communautés traditionnelles ne sont toujours pas suffisamment reconnus, et les discriminations persistent. Ces dernières années, la criminalisation des communautés et des peuples s'est renforcée ; dans le même temps, des activités destructrices sont « décriminalisées », et parfois ouvertement encouragées ;
- Les attaques contre les moyens de subsistance et les luttes des défenseurs des forêts continuent d'affaiblir la protection des forêts.

Les mêmes anciennes causes de la déforestation

La déforestation est plus importante en Amérique latine et dans les Caraïbes que dans d'autres régions, non seulement parce que l'Amazonie est la plus grande forêt tropicale du monde, mais aussi en raison de la vitesse de croissance et de l'ampleur de l'agro-industrie, de l'exploitation minière, de l'extraction des combustibles fossiles et des activités liées aux infrastructures.

Par exemple, en raison de la crise économique au Venezuela, un extractivisme prédateur s'est installé ; et il ne repose pas tant sur le pétrole que sur d'autres formes d'exploitation minière. Le plus grand projet, financé par des capitaux privés internationaux, est l'Orinoco Mining Arc ; il couvre 12 % de la superficie totale du pays, dont une partie se trouve dans la région amazonienne du Venezuela. En 2016, le gouvernement a créé une zone économique spéciale – une zone géographique dotée de lois spéciales qui, entre autres problèmes, assouplissent considérablement les normes environnementales et la reconnaissance des droits sociaux. Simultanément, le gouvernement a conclu des accords avec les entreprises participantes, dont les détails n'ont pas été rendus publics. L'armée a également reçu des pouvoirs spéciaux pour réprimer la résistance et assurer la poursuite de l'exploitation minière. (2)

Les projets d'infrastructures, construits sous couvert de promouvoir le « développement » et « l'intégration » en Amérique du Sud, offrent un autre exemple. Cependant, ces autoroutes, chemins de fer, voies navigables, ports, aéroports et barrages hydroélectriques servent principalement à l'exportation d'un volume croissant de matières premières et de produits issus des activités extractives. Ils ne répondent pas aux besoins des populations locales et ne laissent souvent derrière eux que des impacts dévastateurs.

Le plan principal pour l'Amérique du Sud est l'Initiative d'intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine, ou IIRSA. Le plan IIRSA, lancé en 2000 par 12 gouvernements sud-américains, envisageait plus de 500 projets. Les investissements dans les infrastructures sont progressivement devenus la forme la plus récente d'expansion du capital financier, et ils représentent un énorme potentiel de profits. Ces initiatives sont principalement menées dans le cadre de partenariats public-privé, qui sont avantageux pour le secteur privé et laissent les gouvernements nationaux assumer les risques. On entend parler aujourd'hui de projets « d'infrastructures extrêmes ». Il s'agit de méga-corridors qui relient, à une échelle et une vitesse toujours croissantes, des lieux où l'extraction est bon marché avec des centres de fabrication et de consommation. (3)

Parmi les exemples de projets de méga-corridors, on peut citer la construction d'un tronçon de « l'autoroute interocéanique » entre la ville de Cruzeiro do Sul au Brésil et Pucallpa au Pérou, qui relierait le nord-ouest du Brésil au sud-ouest du Pérou. Ce projet de construction a débuté il y a plus de 20 ans. Les populations autochtones des deux pays se sont opposées au projet dans une lettre ouverte, dénonçant le fait que « la construction de l'autoroute fait partie d'un modèle de développement prédateur qui comprend l'exploitation minière, forestière, pétrolière et gazière. Dans cette région, qui possède le plus grand bassin d'eau douce du monde, il y a des terres autochtones qui n'ont pas été délimitées, ainsi que des peuples en isolement volontaire, dont les droits continuent d'être ignorés et bafoués. » (4)

Les impacts déjà néfastes des autoroutes sont aggravés par des projets ferroviaires en Amazonie brésilienne. La ligne de chemin de fer « Ferrogrão », par exemple, qui reliera le nord de l'État du Mato Grosso au port de Miritituba sur la rivière Tapajós dans l'État du Pará, traversera des Unités de conservation et des Terres autochtones. Ce projet aggrave encore les impacts de l'autoroute BR-163, qui pénètre dans l'Amazonie depuis la région centre-ouest, la plus grande région céréalière du pays. Historiquement, les projets de ce type ont été les principaux facteurs de l'augmentation de la déforestation, causant des effets dévastateurs pour les populations forestières.

Le « verdissement » de la destruction : de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation

Le fait que les causes sous-jacentes de la déforestation identifiées en 1999 soient toujours présentes ne signifie pas que rien n'a changé. La plupart des « solutions » à la déforestation, proposées depuis cette date par les gouvernements, les banques, les grandes ONG de conservation et d'autres, sont devenues de nouvelles causes sous-jacentes de la déforestation.

La cause principale est le mécanisme REDD, qui veut dire Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le mécanisme REDD est issu des conférences de l'ONU sur le climat de 2005. Il promettait de combattre et de réduire la déforestation rapidement, simplement et à moindre coût, et ainsi de réduire également les émissions de carbone et les impacts du changement climatique. L'argument utilisé était qu'il était plus avantageux de « maintenir les forêts sur pied » que de les abattre.

Pour obtenir l'approbation d'un projet REDD dans une forêt tropicale, une entreprise ou une ONG choisit une zone forestière ostensiblement menacée et calcule la proportion de cette zone qui serait déboisée sur une période de 30 à 50 ans. Elle calcule ensuite combien d'hectares seraient hypothétiquement conservés si le projet REDD devait être mis en œuvre et, par conséquent, le volume d'émissions de carbone qui serait évité. Ces calculs sont ensuite utilisés pour émettre des crédits carbone négociables, certifiés par des sociétés de conseil.

Ces crédits sont ensuite achetés, par exemple, par de grandes entreprises – principalement dans les pays du Nord – actives dans les secteurs de l'extraction pétrolière, de l'aviation, des produits alimentaires ou de l'exploitation minière. Ces entreprises « compensent » la pollution qu'elles génèrent en prétendant préserver de forêts lointaines. Ce faisant, elles « achètent » le droit de continuer à polluer l'atmosphère avec une quantité de carbone supposée équivalente à celle qui a été « stockée » dans la zone forestière dont la destruction a été « évitée ». Le mot « compensation » est le terme à la mode pour désigner le mécanisme REDD.

[Les communautés vivant dans les forêts sont accusées d'être responsables de la déforestation et on les empêche d'utiliser leurs propres espaces pour mener des activités essentielles à leur subsistance. Les systèmes REDD renforcent ainsi le postulat erroné selon lequel les populations ne peuvent pas coexister avec les forêts, ce qui pose des problèmes aux communautés des deux côtés de l'accord : d'abord, dans les communautés forestières proches des activités de ces entreprises des pays du Nord qui, grâce à REDD, peuvent continuer à polluer encore plus ; et deuxièmement, dans les forêts où se situent les projets de compensation. (5)]

Depuis le lancement du mécanisme REDD il y a près de vingt ans, la déforestation n'a pas diminué, mais plutôt augmenté. L'agro-industrie, l'exploitation minière, les plantations d'arbres en monoculture et d'autres activités extractives ont toujours été plus rentables que le maintien de forêts intactes, ce qui révèle la véritable intention des projets tels que REDD : perpétuer le droit de polluer. REDD contribue donc à aggraver la crise climatique au lieu de l'atténuer.

Actuellement, 99 projets REDD ont été certifiés ou sont en cours de certification dans les quatre pays ayant les taux de déforestation les plus élevés de la région amazonienne (Brésil, Bolivie, Pérou et Colombie). En outre, il existe un nombre indéterminé d'autres initiatives REDD non certifiées.

Plusieurs programmes proposés par les gouvernements nationaux existent également dans la région amazonienne. En Colombie, par exemple, un décret de 2017 permet aux entreprises de ne pas

payer de taxes « pollueur-payeur » et d'acheter à la place des « compensations », notamment par le biais de projets REDD.

Il existe également des programmes REDD au niveau des États, comme dans les États d'Acre et du Mato Grosso au Brésil, qui sont financés par les gouvernements de l'Allemagne, de la Norvège et du Royaume-Uni. Dans ce cas, les paiements ne proviennent pas de la vente de crédits carbone, mais sont basés sur de prétendus « résultats » liés aux taux de déforestation sur une période convenue par les parties. En fonction du taux de déforestation convenu et de l'année de référence utilisée pour établir la comparaison, le résultat peut être opposé à l'objectif fixé ; les gouvernements peuvent recevoir des paiements même lorsque la déforestation est en augmentation, comme cela a été le cas dans le Mato Grosso. (6) Par ailleurs, si ce type de programme REDD n'est pas financé par le marché du carbone, l'un de ses principaux objectifs est de préparer ces États à rejoindre ce marché le plus tôt possible.

Le nouveau REDD : les solutions fondées sur la nature (SFN)

L'échec de REDD à réduire la déforestation pourrait laisser penser que l'idée devrait être abandonnée, mais cela n'a pas été le cas. Pour certains, le mécanisme REDD n'a pas été un échec. Les grandes ONG de conservation, les sociétés du marché du carbone, les consultants qui conçoivent et valident les projets, les gouvernements nationaux et étatiques, les certificateurs et autres ont collectivement empoché des milliards de dollars provenant des projets REDD au cours des quinze dernières années. REDD n'a pas non plus été un échec pour les grandes entreprises comme les compagnies pétrolières, qui ont pu étendre leurs activités polluantes en prétendant « compenser » leurs émissions.

Elles ont cependant décidé de changer le nom de ce mécanisme. Le mécanisme REDD est désormais de plus en plus connu sous le nom de « solutions fondées sur la nature » (SFN). Les initiatives SFN sont devenues encore plus dangereuses pour les populations forestières, car elles sont liées à une autre proposition, le plan dit « 30x30 », qui vise à protéger 30 % des zones naturelles du monde d'ici 2030.

La formule magique pour tous les secteurs de l'industrie mondiale à l'heure actuelle est de parvenir à des émissions « neutres en carbone ». Cela a conduit à une véritable ruée des entreprises et des ONG vers les terres forestières. De nombreuses communautés sont harcelées pour qu'elles signent des contrats avec des sociétés du marché du carbone impatientes de vendre des droits de pollution à des industries étrangères, à des ONG et, de plus en plus, à des entreprises et à des gouvernements nationaux. Cette nouvelle tendance n'a pas encore débouché sur de nouveaux projets SFN en Amazonie. Mais quand ce sera le cas, ces projets devraient suivre la logique du mécanisme REDD, puisque nous voyons que certains projets REDD sont rebaptisés initiatives SFN.

L'agro-industrie brésilienne est l'un des secteurs qui se sont le plus distingués dans la promotion des activités SFN au niveau mondial, par exemple, à travers l'expansion de ses plantations d'eucalyptus en monoculture et des initiatives dites « d'agriculture bas-carbone ». Ces projets prévoient l'ajout d'additifs à l'alimentation animale et l'introduction de pratiques d'agroforesterie et de gestion des sols. Ils ne sont rien d'autre qu'une supercherie si l'on tient compte des plans de méga-expansion de l'industrie, qui s'accompagnent également des feux et de la déforestation nécessaires pour les mener à bien. À cela s'ajoute l'utilisation de produits dérivés du pétrole tout au long de la chaîne de production, notamment des engrais chimiques et des pesticides. Tout cela explique pourquoi la chaîne de production agroalimentaire représente déjà jusqu'à 37 % du total des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

L'économie « bas carbone » ou « verte »

La grande finance et les capitalistes industriels ne se contentent pas de verdir leur propre image à travers des projets « neutres en carbone » ; ils prétendent également avoir amorcé la transition de l'approvisionnement énergétique de la société. Pourtant, au lieu d'évoluer réellement vers une économie plus juste sur le plan climatique et social, ils veulent simplement utiliser l'économie dite « bas-carbone » ou « verte » pour maintenir et renforcer leur propre hégémonie et leur pouvoir.

C'est une erreur de penser que ce nouveau cadre énergétique, basé sur l'énergie éolienne, les méga-barrages, la biomasse, le solaire et d'autres sources, réduira la déforestation et/ou les activités extractives. Au contraire, ces projets exigeront également de grandes superficies de terres. Le symbole de « l'économie bas-carbone » est la voiture électrique qui, en plus de nécessiter les métaux et minéraux habituels, tels que le fer et l'aluminium, nécessite également plusieurs nouveaux minéraux et métaux dont l'extraction se traduira par encore plus de destructions et de déforestation.

L'Équateur offre un exemple de la façon dont la nouvelle « économie bas-carbone » a déjà un impact sur la forêt et ses habitants. Ces dernières années, il y a eu une ruée vers l'exploitation du balsa, un bois idéal pour l'industrie éolienne en pleine croissance. L'Équateur est déjà devenu le premier exportateur mondial de ce bois, principalement vers la Chine. Paradoxalement, alors que la Chine annonce ses objectifs de « neutralité carbone » grâce à l'installation de plus de parcs éoliens, la destruction des forêts pour obtenir du bois de balsa s'intensifie en Équateur, en Colombie et au Pérou. Cette situation entraîne également d'autres impacts, notamment les problèmes causés par les scieries mobiles dans les communautés, comme la pollution des rivières ; des forêts qui ont perdu leur équilibre du fait d'une exploitation incontrôlée ; et les impacts sociaux, tels que l'exploitation de la main-d'œuvre, les conflits et les divisions au sein des communautés. (7)

Considérations finales

Le discours de l'économie « bas-carbone » est extrêmement commode pour les entreprises qui entraînent en réalité une destruction à grande échelle des forêts, ainsi que pour ceux qui bénéficient de la mise en œuvre de ces projets, notamment les ONG de conservation, les certificateurs de projets de « compensation », les investisseurs financiers, etc.

Ce discours s'accompagne de propositions et de mécanismes pervers comme le mécanisme REDD et les SFN. Ils sont pervers parce que leur objectif principal est d'offrir une bouée de sauvetage aux industries polluantes – et à leurs profits – tout en déstabilisant le climat mondial en peu de temps. Ces propositions conduisent à une course effrénée qui vise les terres des communautés. Une pression accrue s'exerce donc sur ces territoires, tant du fait des activités destructrices habituelles que des nouvelles attaques « vertes ».

Ce scénario souligne l'importance de renforcer la résistance dans les territoires touchés par l'imposition de tels projets destructeurs et/ou « verts », ainsi que le fonctionnement en réseau, l'unité et la solidarité mutuelle entre les communautés affectées. Cela est d'autant plus important que, dans ce scénario, les projets qui détruisent les forêts et les projets « verts » dépendent les uns des autres pour être viables : les deux catégories s'inscrivent dans une même logique néfaste qu'il faut dénoncer et combattre.

Secrétariat international du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

* Ceci est le résumé d'un article publié dans le dossier « Agro é Fogo » (« L'agrobusiness, c'est le feu »). Vous pouvez accéder à [l'article complet ici en portugais](#); et vous pouvez accéder au dossier en espagnol, portugais et anglais [ici](#).

(1) WRM, [Comment les politiques et les agences sur les forêts encouragent la destruction durable](#), 2022.

(2) Emilio Teran Mantovani, [La crise et l'épuisement de l'économie pétrolière au Venezuela : l'exploitation minière à grande échelle et les nouvelles frontières de l'extraction](#), 2017, et Emilio Teran Mantovani: [L'industrie minière déprédatrice au Venezuela : arc minier de l'Orinoco, économies d'enclave et plan minier national](#), 2021.

(3) Nick Hildyard, [Les infrastructures extrêmes se multiplient](#), 2019.

(4) Document final du séminaire binational Brésil/Pérou Amazonie : Sociobiodiversidade, resistência ao modelo desenvolvimentista predatório, 2022 ([disponible seulement en portugais](#)).

(5) WRM, [REDD : une collection de conflits, de contradictions et de mensonges](#), 2014.

(6) Jutta Kill, [REDD : Pas seulement un échec](#), dans « 15 ans de REDD : un système fondamentalement vicié »,

(7) Acción Ecológica, [Paradoxes verts d'un pays amazonien](#), 2021.